M'SILA

Un plan de vigilance contre les incendies de forêt

Fixant les règles et les normes de prévention contre les feux de forêt, la Conservation des forêts de M'sila a élaboré un plan de lutte contre les incendies en mobilisant des moyens matériels importants.

Sur le plan organisationnel et en application de la réglementation en vigueur, les actions ont été concrétisées par l'installation de 47 comités communaux opérationnels sous l'égide d'un comité de wilaya créé le 27 mai dernier, comme il a été procédé à l'installation de 25 comités de riverains qui a été précédé par la promulgation d'un arrêté de wilaya 11/68 du 22 mai 2013, portant ouverture de la campagne de lutte contre les feux de forêt à partir du 1er juin 2013 et durera jusqu'au début du mois d'octobre. Sur le plan des interventions, la Conservation des forêts a mis à disposition sur site, 14 postes de vigilance ayant pour missions la surveillance et l'alerte, la constitution de 6 brigades mobiles en cas de feu de forêt, la constitution de 6 brigades mobiles composées de 17 agents forestiers et l'installation de deux chantiers d'entretien employant entre 20 et 40 ouvriers de l'ANEM.

Pour le matériel mobilisé, la Conservation a préparé conjointement avec les services de la Protection civile composé de 20 camions-citernes forêts légers (CCFL) d'une capacité de 12 000 l, un camion-citerne fruit moyen (CCFM) de 4 000 l, une ambulance médicalisée équipée de matériel médical sous la responsabilité d'un médecin, un véhicule tout terrain (VTT), un camion de transport de matériel (CTM) et un bus.

M'sila qui est une wilaya participante aux colonnes mobiles fixées dans la wilaya de Bouira peut intervenir avec 17 agents de différents grades prêts à intervenir en cas d'appel des services des forêts.

Il est à signaler que la Protection civile a enregistré depuis le début de la campagne de lutte contre les feux de forêt jusqu'à ce jour, un incendie ayant détruit 2912 bottes de foin, 18 ha de palmiers, 4 ha de chaume, un ha de céréales, 92 ha d'oliviers, un ha d'arbres fruitiers et un ha d'opuntia (les plantes de figues de barbarie).

Quant à la Conservation des forêts, elle a enregistré durant cette période, 8 foyers d'incendie, à savoir 97 ha de forêt et 97 ha de maquis, 1 ha de broussailles dans plusieurs communes : Hammam Dhalaâ, Magra, Sidi Aïssa, Bou-Saâda et Medjedel.

A. Laidi

TIZI-OUZOU

Didouche et Si Abdellah ressuscités chez eux, à Ibeskriène

Une stèle a été inaugurée ce mardi lors de la célébration des festivités commémorant le 20 Août 1956 au village Ibeskriène dans la commune des Aghribs, à une quarantaine de kilomètres à l'est de Tizi Ouzou.

Ce village isolé situé au piémont Tamgout avait eu le privilège même d'abriter le PC de l'historique Wilaya III pendant quelques mois, entre 1956/1957 selon quelques témoignages. C'est dire le degré de sa participation à la guerre de libération qui n'est pas des moindres.

Cet isolement a longtemps joué dans sa participation dans la lutte armée, bastion des épopées guerrières, nous disaient les anciens Moudjahidine présents lors de cette journée historique. Au-delà de cette situation géographique, la localité a engrangé un actif politique non négligeable lui conférant une tradition de lutte qui remonte aux confins du mouvement national. La famille Didouche en est un des exemples. Il est nécessaire de noter donc que c'est aussi le village des parents d'un des héros de la révolution en l'occurrence Didouche-Mourad. Il est évident que le nom de ce dernier soit porté sur la stèle à côté d'un autre baroudeur, le capitaine si Abdellah, de son vrai nom Maghnine Mohamed-Salah, natif de ce même village en 1919 et mort au champ d'honneur en 1959. Les différents intervenants sont revenus sur le rôle actif joué par ces héros, de ce village et la localité en général lors de la guerre de libération. D'ailleurs, ce hameau compte 37 martyrs inscrits désormais, sur la nouvelle stèle.

Le village, donc, fut en l'espace d'une journée, le point de rencontre des personnalités politiques et historiques venues des quatre coins du pays. C'était l'occasion de retrouvailles pour les uns, de scruter les photos en exposition, mais aussi de remettre notre Histoire sur les rails et en finir avec les petites histoires. A juste titre, Didouche disait «si nous venons à mourir défendez nos mémoires». L'engouement suscité par l'événement en est une réponse, partielle certes, mais encourageante.

F. B.

BLIDA

Les habitants des bidonvilles de Khazrouna bloquent le train pendant 5 heures

Des dizaines d'habitants des bidonvilles de Khazrouna, localité située à 5 kilomètres au nord de Blida, ont bloqué, dans la nuit de mardi à mercredi, le train en provenance d'Alger vers El Affroun. Et pour cause, une vieille femme habitant ce quartier a été écrasée par un train alors qu'elle tentait de traverser la voie ferrée. La victime est décédée sur le coup. Il faut dire que pendant cinq heures, les passagers sont restés otages de la colère de ces citoyens qui n'ont rouvert la voie qu'à minuit. Profitant de cette situation, les habitants des bidonvilles de Khazrouna ont exigé des autorités locales de les déloger de cet endroit, appelé cité de la mort, et de les reloger dans des habitations décentes.

Il est à noter que les habitants des bidonvilles de Khazrouna ont occupé ces lieux à la fin des années 1990, en y érigeant des masures en tôle pour fuir le terrorisme qui sévissait dans leurs localités d'origine.

M. B.

BEN M'HIDI (EL TARF)

Les habitants de l'agglomération de Sidi M'barek 02 réclament la réfection des voiries

Les citoyens de l'agglomération de Sidi M'barek 02 ne savent plus à quel saint se vouer pour trouver une solution définitive et durable aux multiples problèmes qui empoisonnent leur vie au quotidien.

En effet, l'agglomération, en question, est composée de 100 habitations découlant d'un lotissement créé en 1989 par l'ex-désormais Agence foncière de la commune de Ben M'hidi. Les bénéficiaires ont construit leurs demeures sur un terrain non viabilisé, dès le départ.

«La localité a, par la suite, bénéficié d'une seule opération de réfection des voiries qui date de l'année 2004.

Depuis, rien ne s'est profilé à l'horizon pour une prise en charge effective de l'ensemble des routes qui sillonnent notre cité.

En ce sens, nous revendiquons la réfection de l'ensemble des routes, la mise en place de l'éclairage public et la rénovation du réseau AEP qui s'est transformé en une véritable passoire par l'effet conjugué des détériorations subies à cause de citoyens inconscients et la vétusté de certaines canalisations», ont tenu à signaler certains habitants au bord de la crise de nerfs et dont les doléances et autres requêtes envoyées au P/APC ainsi qu'aux autorités locales n'ont pas été prises en considération. Et d'ajouter, pour conclure, que «la wilaya a bénéficié d'une manne financière considérable dans le cadre du programme d'urgence. De fait, nous réclamons un projet consistant, relevant du programme de l'amélioration urbaine. Un projet pour éradiquer complètement les tares visibles à l'œil nu de notre agglomération».

Daoud Allam

La police appréhende un homme recherché au poste frontalier d'Oum T'boul

Les éléments de la Police algérienne des frontières (PAF) ont réussi, avant-hier, à arrêter un homme recherché, âgé de 47 ans au niveau du poste d'Oum T'boul. L'individu, qui était en cavale, est accusé par la justice des griefs d'usurpation d'identité et escroquerie dans la wilaya de Béjaïa. Il a été placé en détention provisoire au niveau de la Sûreté de la ville d'El Kala. D'un autre côté, les services de la Sûreté urbaine de la ville de Dréan ont procédé, hier, à l'arrestation de deux dangereuses personnes, spécialisées dans la casse d'appartements et ce, suite à plusieurs plaintes émanant de citoyens. Au moment de leur arrestation, les deux hommes étaient en possession d'une quantité de cannabis et d'un sabre. Présentés devant le procureur de la République près le tribunal de la ville, les deux individus ont été écroués.

D. A.

1 000 milliards de centimes pour le secteur de l'hydraulique

Le gré à gré pour booster les projets en suspens et non-lancés. «Le ministre des Ressources en eau vient d'accorder une dérogation exceptionnelle au directeur de wilaya du secteur, pour confier l'ensemble des projets non- lancés et ceux en suspens, faute de soumissionnaires et d'entreprises de gabarits suffisants selon le cahier des charges, sous la formule du gré à gré», a-t-on appris de sources crédibles. Cette décision, pour d'aucuns est salutaire à plus d'un titre et vient à point nommé en cette période estivale où les besoins en eau potable se font sentir cruellement dans une wilaya, et c'est un anachronisme et un non-sens, qui dispose de réserves en eau potable des plus importantes au niveau national de par sa nappe phréatique gigantesque, ses trois barrages et ses lacs, sachant que le taux moyen de pluviométrie est très important durant la saison hivernale.

En effet, selon nos mêmes sources, «ce sont plus de 1 000 milliards de centimes en projets de gré à gré qui vont être engagés, incessamment, dans l'objectif d'atténuer et la pénurie de l'eau potable qui affecte un grand nombre de communes et les tensions récurrentes, engendrées par le manque de cette denrée indispensable avec leur lot d'émeutes et de protestations parfois d'une extrême violence». Reste que les responsables locaux n'auront plus, dorénavant, d'alibis pour justifier les multiples reports de lancement des différents projets. Ils sont, maintenant, dos au mur.

D. A.

BOUZEGUÈNE

L'agence ADE fermée par les villageois

Les citoyens du village Ighil-Tizi-Boa ont procédé, hier matin, à la fermeture de l'antenne ADE de Bouzeguène. Dénonçant «le comportement du directeur», ils motivent leur action par le fait que leur village n'a pas été alimenté en eau potable depuis 45 jours, et ce, en dépit de leurs multiples démarches.

Les villageois qui soupçonnent une distribution anarchique où certains villages seraient favorisés par des ouvertures irrégulières de vannes, entendent durcir le ton si leur revendication n'est pas satisfaite dans les délais les plus proches.

Le porte-parole du village évoque par ailleurs «un chantage inhumain» de la part du directeur, en ce sens qu'il aurait exigé un payement de vieilles créances remontant à cinq ans. Chose que le village a acceptée sous condition qu'il s'en acquitte graduellement suivant un échéancier ayant eu l'aval de l'ADE . Mais après trois semaines d'attente, rien de concret n'est venu calmer l'ardeur des villageois, selon notre interlocuteur.

Une réunion ayant regroupé les délégués des manifestants, le responsable de l'ADE et l'APC a été tenue en urgence et sanctionnée par un P-V où il est fait mention de l'alimentation dudit village une fois tous les dix jours ainsi que par un camion-citerne tous les deux jours, cela sous réserve que ce village règle progressivement ses anciennes créances.

Le responsable de l'ADE affirme, pour sa part, que sa structure ne gère pas ce village qui comptait essentiellement sur ses ressources propres jusqu'à cette période d'étiage.

S. H.